



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique à l'égard des handicapés

Question écrite n° 12553

Texte de la question

M. Jacques Limouzy appelle l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la demande de l'Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens (UNAFTC) d'inscrire une nouvelle mesure individualisée spécifique de 100 MF pour 1999, afin de permettre de poursuivre la création de structures de réinsertion et d'accueil des traumatisés crâniens en situation de détresse. L'UNAFTC demande également que la mise en place de la politique de prise en charge sanitaire, prévue dans la circulaire ministérielle n° 96-428 du 4 juillet 1996, et demeurée sans suite à ce jour soit effective. L'UNAFTC souhaiterait aussi la mise en place d'une politique de prise en charge, sur les plans sanitaires et administratifs, des personnes en état végétatif chronique et de celles dont l'état nécessite une prise en charge médicale à très long terme, d'une constitution d'équipes pluridisciplinaires spécialisées en nombre convenable, dans les services et centres de rééducation fonctionnelle, trop souvent dépourvus à cet égard. Compte tenu de l'importance de cette politique de prise en charge, il serait également souhaitable que des liaisons plus étroites entre les services de réanimation, services neurologiques, services de réadaptation et de rééducation fonctionnelle soient instaurées. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre afin de poursuivre cette politique de prise en charge des personnes atteintes de ce handicap.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention de la ministre sur la situation des traumatisés crâniens victimes de coma. Faisant suite au rapport de l'IGAS (1995), le plan d'action défini dans la circulaire n° 96-428 du 4 juillet 1996 a permis diverses réalisations (création de 17 unités expérimentales d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle et d'une centaine de places en structures médico-sociales). Une nouvelle circulaire (12 janvier 1998) prévoit la création de places supplémentaires pour une somme de 50 millions de francs. Les orientations retenues en matière de soins de suite et de réadaptation sont précisées dans la circulaire du 31 décembre 1997, qui rappelle notamment que les soins de suite et de réadaptation ont plusieurs objectifs : la limitation des handicaps physiques, la restauration somatique et psychologique, la formation du patient et de son entourage, la poursuite et le suivi des soins et du traitement, la préparation de la sortie et de la réinsertion. Les réflexions nationales sur l'actualisation de la réglementation en matière de soins de suite ou de réadaptation vont se poursuivre avec, notamment, le volet concernant la rééducation neurologique. La réflexion actuelle sur les soins de longue durée a notamment permis de constater que les patients en état végétatif persistant, qui sont des malades chroniques lourds nécessitant une surveillance médicale constante, sont maintenus dans des services de court séjour ou de soins de suite parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans les services de soins de longue durée, tant pour des raisons techniques que tarifaires. Les travaux en cours devraient conduire à donner une nouvelle définition des soins de longue durée visant à ce que les malades chroniques, dont l'état nécessite une prise en charge médicalisée en lien avec un plateau technique hospitalier, puissent être accueillis au sein d'unités adaptées.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Limouzy](#)

Circonscription : Tarn (3^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12553

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 30 mars 1998, page 1745

Réponse publiée le : 14 décembre 1998, page 6830